

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2162

Edition du
24 avril 2017

DANS CE NUMÉRO

Les pétards mouillés des opposants à la Stratégie énergétique 2050 (Jean-Daniel Delley)

Dernières salves en vue de la votation du 21 mai

Vers la transparence fiscale des multinationales (Lucien Erard)

L'échange automatique va contribuer à limiter «l'optimisation» fiscale entre pays par les grandes multinationales

Vaud et Genève, regards croisés (Yvette Jaggi | Jean-Daniel Delley)

Au prétexte des élections vaudoises, une mise en perspective et une prise de recul

Balades à Lausanne à travers textes d'auteurs et dessins (Pierre Jeanneret)

«Lausanne, promenades littéraires», Ed. Noir sur Blanc, 2017, 240 pages

Expresso

Les brèves de DP, à lire sur le site dans le Kiosque

Les pétards mouillés des opposants à la Stratégie énergétique 2050

Dernières salves en vue de la votation du 21 mai

Jean-Daniel Delley - 19 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31403>

Trop, trop peu, pas comme ça. Voilà en résumé les motifs des adversaires de la Stratégie énergétique 2050 adoptée par le Parlement et soumise au suffrage populaire le 21 mai prochain, qui doit concrétiser une politique énergétique axée sur les économies et les ressources renouvelables (DP [2159](#), [2161](#)).

Passons sur le [tous-ménages](#) de l'UDC distribué ces jours et qui cumule les [mensonges](#) les plus grossiers. Ce parti confond visiblement le débat politique avec un combat où tous les coups sont permis.

L'industrie des métaux et des machines, la chimie et la pharmacie [pronostiquent](#) une pénurie d'électricité à l'horizon 2030. Pour pallier la fermeture progressive des centrales nucléaires, ils misent sur les centrales à gaz, conscients pourtant de leur impact climatique. Les hôteliers-restaurateurs craignent une augmentation du prix du kWh. Mais d'autres branches - notamment les électriciens, qui bénéficieront de subventions et échappent à des objectifs d'économies, les assurances et les grands distributeurs du commerce de détail - appuient la Stratégie 2050, ce qui contraint Economiesuisse à renoncer à un mot d'ordre.

Le camp libéral ne goûte pas une politique basée sur les subventions et les prescriptions. Il proclame préférer les mécanismes du marché par le biais des taxes incitatives. Mais les mêmes ont déjà [enterré](#) le principe même de ces taxes qui devaient constituer la deuxième étape de la Stratégie énergétique.

Non, le marché ne peut pas tout

Parlons donc du marché. S'il est un secteur économique où les mécanismes du marché laissent à désirer, c'est bien celui de l'énergie. Partout dans le monde les différents agents énergétiques, et non seulement les énergies renouvelables, sont largement subventionnés. Pour la seule [Union européenne](#), entre 120 et 140 milliards d'euros en 2012. En Suisse, le nucléaire continue de bénéficier d'importantes [aides publiques](#), sans parler des coûts de démantèlement actuellement non couverts et qui seront assumés par la Confédération. Alors prétendre que la promotion des nouvelles énergies renouvelables fausse le marché, c'est ignorer la poutre pour mieux fustiger la paille.

Le marché de l'électricité permet certes de faire de bonnes affaires. La Suisse

importe du courant bon marché (atome, charbon et éolien) et exporte du courant de pointe à un tarif élevé. Mais ce commerce ne garantit en rien un approvisionnement sûr.

Là le marché bégaie, comme le montre clairement le journaliste spécialisé dans les questions environnementales et énergétiques [Hans-Peter Guggenbühl](#). Car l'exigence de répondre en tout temps à la demande d'électricité entre en collision avec la nécessité de planifier des investissements de longue durée. En effet, une offre surabondante fait chuter les prix, ce qui n'incite à investir ni dans de nouvelles installations de production ni dans des mesures d'économies. Lorsque les installations existantes arrivent en fin de vie, il y a donc risque de pénurie.

Sur le marché, les acteurs réagissent au prix. Le marché ne garantit ni la sécurité ni une certaine autonomie de l'approvisionnement. Pas plus qu'il ne prend en compte l'impact environnemental de la production et de la consommation. D'où la justification d'une politique énergétique qui intègre ces aspects négligés par le marché.

Reste la question des coûts que les opposants à la Stratégie

brandissent pour effrayer le consommateur-contribuable, sans piper mot des coûts induits par une politique du laissez-faire. Nous déboursions annuellement 13 milliards de francs pour les énergies fossiles. Diminuer cette dépendance en développant les énergies renouvelables, en améliorant l'efficacité de nos

appareils et en économisant l'énergie, fera baisser drastiquement cette facture et améliorera la sécurité de notre approvisionnement, désormais plus diversifié.

La Stratégie énergétique 2050 telle qu'adoptée par le Parlement est certes loin d'être parfaite ([DP 2161](#)). Elle exigera

encore des adaptations en fonction de la situation économique et de l'évolution des techniques. Mais c'est si nous lui préférons le *statu quo*, sous prétexte que la Stratégie est incomplète ou incertaine, que la douche froide promise par l'UDC en cas d'acceptation le 21 mai ne manquera pas de nous arroser.

Vers la transparence fiscale des multinationales

L'échange automatique va contribuer à limiter «l'optimisation» fiscale entre pays par les grandes multinationales

Lucien Erard - 14 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31382>

Pour lutter contre l'optimisation et l'évasion fiscale, [l'OCDE et le G20](#) veulent imposer aux multinationales dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros l'obligation de transmettre leur déclaration fiscale aux autorités de tous les pays où elles sont actives.

Cette mesure s'inscrit dans une stratégie de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices (BEPS). Elle doit permettre de connaître la répartition des bénéfices dans le monde et de vérifier si les déclarations faites dans un pays correspondent à celles faites par les filiales dans d'autres pays. Par exemple, il s'agit d'éviter que la même charge ne vienne en déduction des bénéfices dans deux pays. Et de vérifier que les prix de transfert reflètent la réalité et

ne sont pas utilisés pour déplacer des bénéfices vers un pays à faible fiscalité.

En d'autres termes, chaque pays abritant la filiale d'une multinationale pourra déterminer les activités de cette dernière dans le pays ainsi que son chiffre d'affaires et son bénéfice.

Il est prévu que la société-mère établisse, pour chacun des pays où le groupe est présent, une déclaration donnant les renseignements qui le concerne: activités principales, chiffre d'affaires et bénéfice réalisés, impôts payés ainsi que toute information utile pour établir une répartition équitable des bénéfices imposables. L'autorité fiscale transmet ces rapports aux autorités des pays où le groupe a des filiales.

Deux cents groupes multinationaux établis en Suisse devraient être directement concernés et fournir les informations prévues conformément aux dispositions du rapport final 2015 de [l'Action 13 du projet OCDE/G20](#).

Cette stratégie élaborée au sein de l'OCDE fait l'objet d'un [Accord multilatéral](#) que le Conseil des Etats vient d'approuver tout comme [le projet de loi](#) qui le concrétise. A noter que les sénateurs ont fait le choix d'une activation bilatérale de cet accord: le Conseil fédéral sera seul compétent pour décider avec quels Etats la Suisse échangera les déclarations pays par pays, alors qu'on aurait pu attendre que l'échange automatique soit ouvert à tous les Etats signataires de l'accord. Accord multilatéral et loi fédérale

doivent encore recevoir l'aval du Conseil national, ce qui semble acquis.

Vaud et Genève, regards croisés

Au prétexte des élections vaudoises, une mise en perspective et une prise de recul

Yvette Jaggi | Jean-Daniel Delley - 17 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31389>

Vaud et Genève: quelques réalités chiffrées

Données (2015-2016)	Unité	VAUD	GENEVE
Superficie	Km ²	3'212	282
Population résidente	Habitants % du total Suisse	785'000 9,3%	489'000 5,8%
Densité de la population	Habitants au km ² CH = 204	244	1'734
Frontaliers actifs	Nombre % du total Suisse	29'000 9,1%	86'300 27%
Produit Intérieur brut	% PIB CH	8%	7,4%
Dette publique	CHF par habitant	1'270	25'819
Voitures de tourisme	Pour 1'000 habitants CH = 543	530	457

A la veille des élections cantonales en terre vaudoise, il nous a paru intéressant de mettre en regard le calme de cette campagne plutôt sereine avec le climat plus agité de la vie politique à Genève, ville et canton. A cette fin, nous avons recueilli les commentaires de quatre personnalités genevoises et vaudoises venues d'horizons différents qui ont bien voulu confronter leurs points de vue sous la conduite de Joëlle Kuntz: pour le canton de Vaud, Marie-Claude Jequier, historienne, ancienne cheffe des affaires culturelles de la Ville de Lausanne, et Daniel Rossellat, syndic de Nyon; pour Genève, David Hiler, ancien conseiller d'Etat, et une personne que nous ne citerons pas eu égard à sa fonction au sein de l'administration cantonale. Le texte qui suit n'engage que Domaine Public.

Si proches et pourtant si lointains

Il fut question de fusionner VD-GE. C'était le but d'une initiative lancée en 1997 et balayée par le peuple dans les deux cantons concernés en 2002. L'un des protagonistes d'alors, l'ancien conseiller d'Etat vaudois [Philippe Pidoux](#) y croit encore, comme à «une vision qui se réalisera d'une manière ou d'une autre». Il confond sans doute les effets de l'intense mobilité le long de la

rive suisse du Léman avec la création d'une unité englobant aussi le Jura, le Gros-de-Vaud, le Nord et l'Est vaudois. Moins de confusion en revanche chez les tenants de la métropolisation et les fidèles de la [région lémanique](#), qui s'intéressent davantage aux réalités du terrain qu'aux institutions.

En tout état de cause, plus personne ne parle de cette fusion, dont l'intérêt économique n'apparaît pas: malgré leur *standing*, les deux cantons concernés ne sont ni assez riches pour financer tout ce qui y est désiré, ni assez pauvres pour tenter de travailler ensemble. Dans ces conditions, le besoin d'un rapprochement, a fortiori d'une fusion, ne se fait nullement sentir. Il faudrait que la séparation traditionnelle et une certaine ignorance mutuelle deviennent sources de grande douleur pour que le souverainisme cantonal – forme helvétique de l'affirmation identitaire généralisée en Europe – soit sérieusement remis en question.

On n'en est de toute évidence pas là. Car on ne vit pas la même vie des deux côtés de la Versoix. La faute aux différences significatives d'échelle géographiques et sociodémographiques. Ces différences expliquent en bonne partie les écarts traditionnellement observés entre les cantons de Vaud et de Genève. Les pratiques politiques et sociales, les choix budgétaires, les styles de gouvernance, les problèmes ressentis, les discours tenus expriment de profondes différences culturelles.

Sommairement dit, le rassemblement vers un centre large dont se félicite le canton de Vaud – où la majorité parlementaire reste à droite tandis que le gouvernement comprend quatre

«*roses-verts*» sur sept - contraste avec la persistance des postures extrêmes qui, à Genève, ressurgissent d'une législature à l'autre, tant à droite qu'à gauche et sous de nouvelles étiquettes bien souvent. Ainsi au bout du lac, le Conseil d'Etat doit régulièrement affronter la mauvaise humeur du Grand Conseil, quand bien même il devrait pouvoir compter sur une confortable majorité. A titre d'exemple, le projet de budget 2016 a dans un premier temps été refusé à l'unanimité des députés moins une voix, celle d'une députée par ailleurs non affiliée à un parti...

En terre vaudoise, ce genre d'affrontement est considéré comme une dommageable perte de temps. Alors que les Vaudois passent pour les plus «*Bernois*» - comprenez les plus lents - des Romands, ils n'hésitent pas à prendre les devants, comme on l'a vu historiquement avec l'introduction du droit de vote des femmes (1959) et avec la rédaction d'une nouvelle Constitution cantonale (1999-2002).

Ce genre d'audace de calendrier et de méthode - mais pas seulement - comporte certains risques. On l'a vérifié tout récemment avec la Réforme de l'imposition des entreprises III, dont le peuple vaudois a plébiscité la solution fiscal-social (du tandem radical-socialiste Pascal Broulis et Pierre-Yves Maillard), avant même de connaître les contours de la version fédérale. Depuis le rejet de février dernier, on parle beaucoup outre-Sarine de la «*solution vaudoise*» - sans oser l'imiter évidemment. Autre exemple du consensus à la vaudoise: le contournement de Morges, écartelée par l'autoroute depuis 1964. En faisant silence sur les vives discussions toujours en cours à propos du futur tracé à inaugurer en 2045, les Vaudois ont obtenu l'inscription des gigantesques travaux du grand Ouest lausannois dans le programme Forta, financé avec une forte participation fédérale.

Question d'échelles et de frontières

Quand on parle de Vaud et de Genève, on mesure d'abord les écarts sur le terrain. Avec ses plus de 3'200 km², le canton de Vaud est le quatrième plus grand de Suisse (après les Grisons, Berne et le Valais) tandis que Genève

fait moins de 300 km² et n'est suivi que de Zoug et de quatre (anciens) demi-cantons (Nidwald, les deux Appenzell et Bâle-Ville qui fait tout juste 37 km² et trois communes).

L'exiguïté du territoire genevois a suscité, paradoxalement, une volonté farouche de préserver des zones agricoles tout autour de la ville de Genève, dont l'extension se trouve ainsi bloquée. Avec une banlieue repoussée au-delà de la frontière, le processus d'urbanisation devient complètement atypique.

Atypiques aussi les limites et contours du territoire genevois. Il suffit de consulter une carte de géographie pour mesurer le caractère extrêmement ténu du rattachement de Genève à la Suisse. La République et canton a, en tout et pour tout, 4,6 kilomètres (4'600 mètres) de frontière commune avec le canton de Vaud, contre 105,2 kilomètres avec la France. Une telle imbrication avec un pays voisin ne se retrouve nulle part en Suisse, où pourtant l'histoire a dessiné plusieurs excroissances régionales, telles l'Ajoie (JU), la commune de Riehen (BS), le canton de Schaffhouse et son enclave de Stein-am-Rhein ou le Val Poschiavo (GR).

Pas étonnant dans ces conditions que les flux de [frontaliers actifs](#) soient particulièrement forts à Genève, principalement dans le sens France-Suisse. A fin 2016, on recensait 86'300 personnes traversant la frontière les jours ouvrables. Soit un bon quart (27%) de l'effectif total suisse (318'500 personnes). Moins d'un dixième (9,1%) pour le canton de Vaud, vers lequel arrivent régulièrement 29'000 personnes, à travers le Jura, le lac Léman, le Chablais Valaisan ou... le canton de Genève. En proportion de la population résidente et en l'état des transports publics en attendant le Ceva, les frontaliers représentent un problème récurrent d'équilibre démographique et d'encombrement automobile. Problème politique aussi, qui contribue à alimenter le fonds de commerce de partis populistes aux dénominations successives, de Vigilance au siècle dernier à l'actuel Mouvement des citoyens genevois (MCG).

L'importance locale du rôle des frontaliers ainsi que la très significative dimension globale de la

Genève internationale sont des constantes de l'histoire de la ville et du canton, continuellement tirailés entre les problèmes d'ici et d'ailleurs.

Disparités économiques et structurelles

Rien de comparable dans le canton de Vaud qui se dit et se sent un Pays, riche de ses complémentarités intérieures, tant régionales – Jura, plaine et Alpes – que nourricières – pain, sel et vin. Genève a, comme il convient à sa vocation, un aéroport international alors que Lausanne se situe à la croisée des réseaux ferroviaires et autoroutiers de la Suisse occidentale. Lausanne est la capitale du plus solide et diversifié des cantons romands, géré par des autorités pratiquant le consensus avec une sérénité inimaginable au bas bout du lac.

La structure d'une économie cantonale renseigne sur son état de santé et ses perspectives de développement. A cet égard, la situation genevoise semble [relativement fragile](#): désindustrialisation achevée, relais biotech affaibli par la disparition du «*navire amiral*» baptisé Merck-Serono, absence d'avancées décisives hors de deux spécialités: arômes et matières premières. Actuellement, le produit intérieur brut de Genève dépend, à raison de 60%, de trois branches conjoncturellement sensibles: les services financiers, le négoce des matières premières et l'horlogerie.

Inversement, comme déjà relevé, l'économie vaudoise paraît [relativement solide](#), grâce une répartition plus équilibrée entre les trois grands secteurs: production attentive du sol, industrie numérisée et transports, ainsi que tertiaire classique (commerce, tourisme) et avancé (formation, recherche, santé). Mais, rien n'étant définitivement acquis, certains entrevoient déjà «*la fin du miracle économique vaudois*» ou à tout le moins le tournant d'un cycle de croissance quasi automatique – et de sous-enchère fiscale assumée.

Quoi qu'il en soit des développements à venir, l'évolution de ces 25 dernières années aura fortement influé sur la situation financière actuelle des collectivités. La relative fragilité

genevoise a fait plonger dans le rouge les comptes au niveau du canton et dans nombre de grandes communes. Dix années consécutives de lourds déficits publics, puis le coûteux redressement de la Banque cantonale et l'assainissement de la Caisse de retraite de la fonction publique ont triplé le montant de la dette qui est passée de quelque 4 milliards francs à plus de 11 milliards actuellement. Un lourd fardeau qui plomberait inéluctablement les budgets d'investissement s'ils n'étaient pas généreusement alimentés, à Genève comme à Bâle, par d'importantes contributions de mécènes (pour n'en citer qu'un: la Fondation Wilsdorf avec un pont sur l'Arve et le nouveau bâtiment de la Haute école d'art et de design).

Le problème ne se pose pas du tout dans les mêmes termes dans le canton de Vaud dont la situation financière et comptable fait la fierté du grand argentier Pascal Broulis. Après onze années consécutives de [résultats positifs](#), les comptes 2016 bouclent avec un excédent de revenus net de 186 millions de francs. Après neuf réductions consécutives qui ont ramené la dette nette de près de 6 milliards de francs en 2006 à moins de 500 millions en 2013, elle s'est légèrement accrue pour atteindre 775 millions de francs à fin 2016, en raison principalement d'une tranche de recapitalisation de la Caisse de pension de l'Etat de Vaud et du volume des investissements consentis dans l'année.

Ville-Etat et doubles emplois

Alors que Lausanne est une ville-centre d'agglomération somme toute classique et bien connectée au-delà du canton, Genève est de fait une ville-Etat, située parmi 44 autres communes, dont beaucoup ont gardé un caractère rural et villageois tandis que neuf villes comptent plus de 10'000 habitants.

Cet ensemble hétérogène de collectivités différentes suscite nombre de problèmes de gouvernance. Les pertes d'efficacité se manifestent en particulier au centre, faute de partage clair des responsabilités entre le canton de Genève (Conseil d'Etat et Grand Conseil) et la ville du même nom (Conseil administratif et Conseil municipal). De manière générale, il

semble relativement difficile d'exercer la responsabilité de magistrat à Genève où, par exemple, le Grand Conseil cherche, plus que dans d'autres cantons, à s'emparer de compétences attribuées à l'exécutif. Dérive bien connue, mais pas fatale. A noter que la consultation des procès-verbaux du parlement genevois fait apparaître de très nombreux et continuels reports à la séance suivante - alors que le Grand Conseil vaudois réussit régulièrement à épuiser l'ordre du jour, au point de pouvoir se priver de siéger certains mardis après-midi.

Convenons que, même avec des tempéraments plus conciliants de la part des élus et des citoyens, il resterait la difficulté particulière de devoir gérer la ville de Genève à ses différents niveaux: local, transfrontalier, métropolitain - et bien sûr international.

Indépendamment des énormes dépenses d'énergie liées au fonctionnement d'un tel système, Genève vit cher et semble pouvoir se permettre des doubles emplois récurrents. La comparaison avec d'autres villes suisses le confirme. Dans le domaine de la culture par exemple, Genève consacre des fonds publics relativement élevés sans forcément proposer une offre aussi diversifiée que dans d'autres grandes villes du pays.

En définitive, il se pourrait bien que la propension vaudoise à l'accommodement, allant jusqu'à l'écrasement du parlement sous le [poids du Conseil d'Etat](#), permette un exercice relativement économique du pouvoir. La présence de magistrats dotés d'une forte personnalité convient bien aux Vaudois,

respectueux des corps constitués en général et plus encore des autorités qui ne craignent pas de s'imposer.

Contrastant avec l'ordre régnant au Château cantonal vaudois, la vie politique de la République et canton demeure marquée par ce goût prononcé que cultivent les Genevois pour le conflit mis en scène comme un spectacle. Au point que la vigueur et la mise en [ébullition](#) des débats paraissent souvent inversement proportionnelles à l'importance des affaires en cause.

Vus de loin, les deux cantons apparaissent très semblables, bien difficiles à distinguer. Considérés de plus près, leurs différences géographiques, démographiques, économiques et politiques sautent aux yeux. Pourtant on ne peut ignorer leur complémentarité - en particulier en matière d'économie et de transports terrestres et aériens - qui plaide en faveur d'une coopération accrue. Or, en la matière, le chantier est à peine ouvert. On attend des deux gouvernements qu'ils manifestent une volonté commune de faire de la métropole lémanique autre chose qu'un logo médiatique ([DP 2011](#)) et une coquille vide. ([DP 2083](#)).

La géographie fait l'histoire qui fait la politique. L'enclave genevoise voulue suisse par le Congrès de Vienne a besoin du Pays de Vaud pour faire un bon canton suisse. Mais elle a gardé les mœurs de la France, qui l'a toujours entourée et le plus souvent protégée, et les ambitions mondiales qui font son identité et les fantasmes de ses élites politiques et économiques. Et Vaud a besoin d'elle pour faire la bascule internationaliste de la Suisse.

Balades à Lausanne à travers textes d'auteurs et dessins

«Lausanne, promenades littéraires», Ed. Noir sur Blanc, 2017, 240 pages

Pierre Jeanneret - 22 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31409>

[Ce livre](#) tout récemment paru se veut une invitation à «découvrir, ou redécouvrir Lausanne en plongeant dans l'univers et l'imaginaire de ses écrivains», en mettant ses pas dans ceux qui l'ont habité ou qui y ont fait un séjour.

Le projet se justifiait pleinement. En effet, «Lausanne croit au livre». L'édition y a représenté depuis des siècles une activité importante, qui reste bien vivante, comme l'a montré l'historien François Vallotton dans plusieurs ouvrages consacrés à cette thématique. D'autre part, la vie littéraire y est particulièrement riche, surtout depuis le 18^e siècle qui, relevons-le, fut notamment un siècle de femmes écrivains.

L'ouvrage se présente donc comme une anthologie. Les extraits des œuvres, par exemple de Charles-Albert Cingria ou de Jacques Chessex, y sont précédés d'une brève mise en contexte. Les «chapitres» sont consacrés soit à un écrivain, soit à un thème: cafés, hôtels, églises, écoles... Chacun d'entre eux est associé à une promenade, sous forme de plan, joliment imagé par les dessins colorés, légers et bien enlevés de l'illustratrice Fanny Vaucher.

Dans l'impossibilité évidente de les présenter tous, baladons-nous à travers le livre.

On y retrouve parfois un Lausanne du passé. Ainsi, pour Charles-Albert Cingria, la place du Flon évoquait un port: on y voyait en effet grues, entrepôts, camions. Aujourd'hui place de l'Europe, elle est devenue à la fois un nœud ferroviaire et l'ouverture au quartier réhabilité et branché du Flon. Pour les hôtels disparus, mentionnons celui du Lion d'Or, à la rue de Bourg, associé aux grands noms de l'historien Edward Gibbon et du docteur Tissot, «le prince des médecins et le médecin des princes». Blaise Cendrars, lui, séjournait au Château d'Ouchy, tandis que James Joyce avait une prédilection pour l'hôtel de la Paix, où il rencontrait Jacques Mercanton.

Sans doute le choix des concepteurs de l'ouvrage est-il subjectif et parfois aléatoire. Si Georges Simenon a longuement vécu à Lausanne (ou dans ses environs immédiats), cette ville n'occupe que peu de place dans son œuvre romanesque, par rapport à Paris, au Havre ou à La Rochelle. Mais pouvait-on ignorer un auteur aussi lu et aussi populaire?

Les différences de classes, bien que sous-jacentes, sont également présentes dans le livre. Alice Rivaz met le doigt sur la différence entre l'élégant boulevard de Grancy, avec ses grands immeubles bourgeois,

et sa parallèle, l'étroite rue du Simplon, beaucoup plus populaire. Si Isabelle de Charrière de Sévery, Isabelle de Montolieu et René de Chateaubriand fréquentent essentiellement la noblesse, Panaït Istrati, le Gorki roumain, passe la nuit dans l'asile pour les pauvres et s'en trouve ensuite stigmatisé dans son passeport.

Parmi les écrivaines, une mention particulière pour Anne Cuneo. Lausanne a beaucoup représenté dans sa vie et dans son œuvre en partie autobiographique: les souffrances de l'enfance en orphelinat, mais aussi les découvertes et la conquête de la liberté pour l'adolescente puis la femme. Sans parler des enquêtes de l'héroïne de ses polars, l'enquêtrice Marie Machiavelli, qui va «généralement déjeuner au Couscous», le plus ancien restaurant de cuisine nord-africaine dans la ville.

Les auteurs de romans policiers n'ont donc pas été dédaignés. Comme le commissaire Wallander à Ystad chez Henning Mankell ou le commissaire Brunetti à Venise chez Donna Leone, l'inspecteur Alexandre Perrin, dans les polars de Michel Bory, est indissolublement lié à Lausanne. On appréciera aussi qu'une place ait été faite à Marius Daniel Popescu, figure

originale de la littérature lausannoise car professionnellement conducteur de bus, ce qui lui a permis d'observer les banalités de la vie quotidienne.

Les jugements des étrangers sur la ville et ses bâtiments sont souvent fort critiques. Victor Hugo déplore la dégradation des églises catholiques depuis la Réforme iconoclaste: «*Lausanne n'a pas un monument que le mauvais goût puritain n'ait gâté*», écrit-il en 1842. On voit donc que les auteurs du recueil n'ont pas mis en avant que des textes laudateurs. Parmi les écrivains locaux, Charles-Ferdinand Ramuz se montre impitoyable envers l'évolution urbanistique et architecturale de la ville. Il dénonce notamment le massacre de la vue sur le lac depuis la place Saint-François, coupée dès le début du XXe siècle par les immeubles pompeux de la Poste et de la Banque cantonale vaudoise, faisant «*écran opaque et*

définitif». Il est vrai que Ramuz se montre parfois passéiste, alors que Charles-Albert Cingria voudrait voir éclore de nombreux «*gratte-ciel*» comme le Métropole Bel-Air!

Quant au chapitre «*Spectacles*», il permet d'évoquer – toujours au travers des textes des écrivains mais aussi d'extraits de journaux – des salles aujourd'hui disparues: le Kursaal sur la place Bel-Air, le Théâtre des Faux-Nez à la rue de Bourg, l'ancienne Maison du Peuple de la Caroline qui accueillit tant de concerts, de conférences et de *meetings*.

La promenade dédiée à Benjamin Constant offre la possibilité de voir quelques-unes des plus belles maisons de maîtres de la capitale vaudoise. Quant aux dilemmes intimes de l'écrivain – faut-il ou non épouser Germaine de Staël? – n'annoncent-ils pas ceux de son personnage, l'irrésolu *Adolphe*?

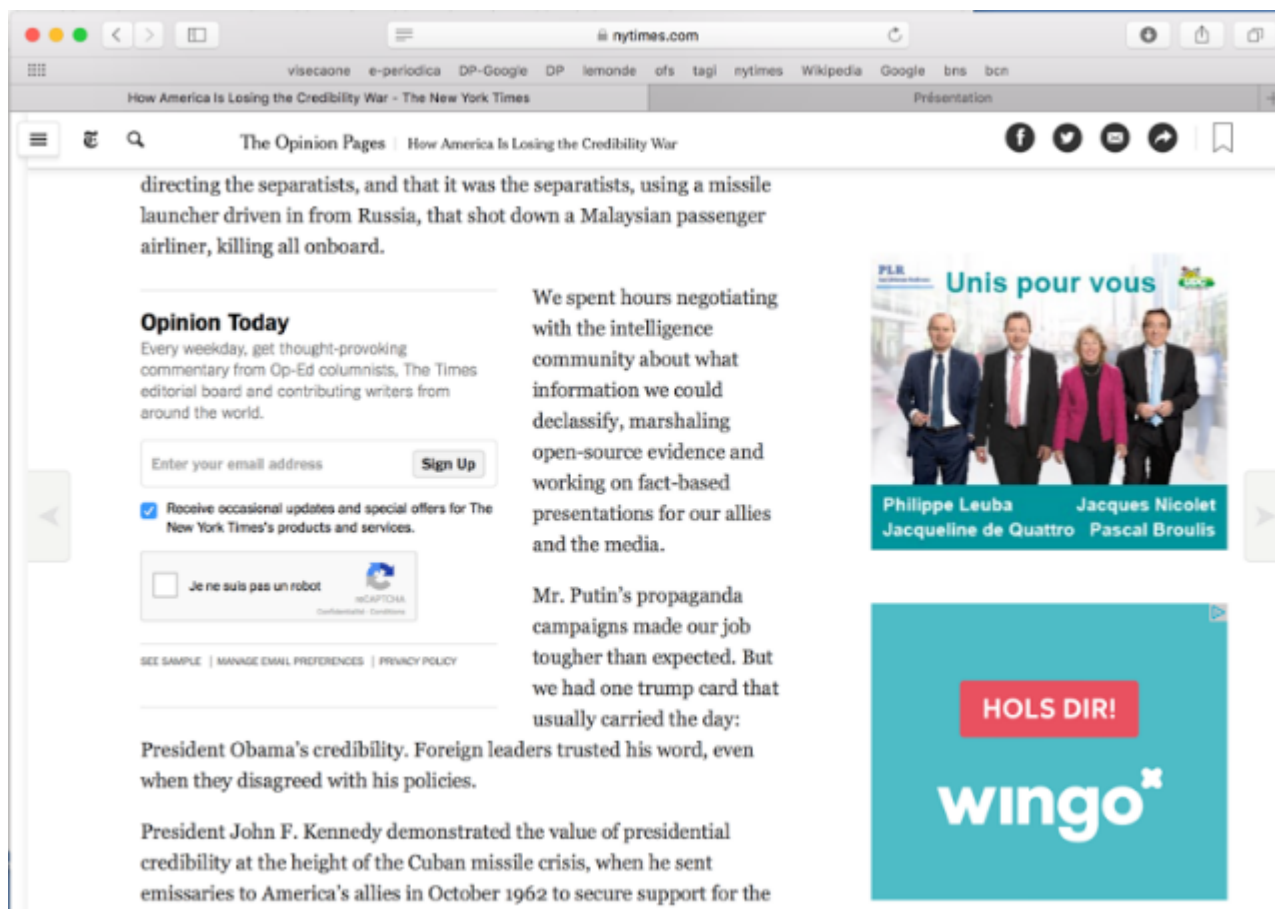
Lausanne est-elle une belle ville? On peut en douter, avec son architecture hétéroclite et les nombreuses erreurs commises entre les années 1930 et 1960, voire au-delà. Mais nul ne lui contestera le nombre et la beauté de ses jardins publics arborisés. C'est par leur évocation, qui invite particulièrement à la balade, que se clôt l'ouvrage.

On ne peut que louer la qualité littéraire et graphique de ce livre, dont la direction a été assurée par Daniel Maggetti et Stéphane Pétermann, avec les plaisants dessins déjà signalés de Fanny Vaucher. Il est le fruit d'une collaboration entre la Ville de Lausanne, son Université et les Editions Noir sur Blanc de Vera Michalski. Il remplira bien son objectif de réveiller l'intérêt des Lausannois pour leur cité et de susciter celui des étrangers qui y séjourneront.

Expresso

Les brèves de DP, à lire sur le site dans le Kiosque

La droite vaudoise vue de Neuchâtel...



The screenshot shows a web browser window displaying the New York Times website. The main article is titled "How America Is Losing the Credibility War - The New York Times". The text of the article is partially visible, discussing the credibility of President Obama and John F. Kennedy. On the left side, there is a sidebar with an "Opinion Today" section, which includes a sign-up form for email updates and a CAPTCHA. On the right side, there is a carousel of advertisements, including one for the PLR party with the text "Unis pour vous" and names like Philippe Leuba, Jacques Nicolet, Jacqueline de Quattro, and Pascal Broulis, and another for "wingo" with the text "HOLS DIR!".

... telle qu'elle se présente sur le site du *New York Times*! Petit problème de ciblage publicitaire, mais bel effort. | *Jean-Pierre Ghelfi*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Les pétards mouillés des opposants à la Stratégie énergétique 2050

<https://www.domainepublic.ch/articles/31267>

<https://www.domainepublic.ch/articles/31370>

http://www.prospectus-partout.ch/fileadmin/user_upload/dateien/lpc_flyer/284/loi-sur-energie-non-flyer-fr__optimized.pdf

<http://www.infosperber.ch/Artikel/Umwelt/Energiepolitik-Schweiz-SVP-Gratiszeitung-Faktencheck>

<http://www.tdg.ch/suisse/Salves-de-l-economie-contre-la-strategie-energetique/story/17837603>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20150072#/AffairSummary>

<http://www.transition-energetique.org/2014/10/europe-les-couts-et-les-subsventions-dans-le-domaine-de-l-energie-en-2012-encore-10-1-milliard-au-charbon-et-7-milliard-au-nucleaire>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20103085>

<http://www.infosperber.ch/Artikel/Umwelt/Strommarkt-Energieversorgung-Markt-gefahr-det-Versorgung>

<https://www.domainepublic.ch/articles/31370>

Vers la transparence fiscale des multinationales

<http://www.oecd.org/fr/ctp/aggressive/beps-rapports-finaux-2015.htm>

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/taxation/documentation-des-prix-de-transfert-et-aux-declarations-pays-par-pays-action-13-rapport-final-2015_9789264248502-fr#.WOkAEdTyjcs

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2017/103.pdf>

<https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2016/20160078/S11%20F.pdf>

Vaud et Genève, regards croisés

<https://www.rts.ch/info/regions/val-de-aoste/7586965--d-une-maniere-ou-d-une-autre-la-fusion-vaud-geneve-se-realiser.html>

<http://www.avenir-suisse.ch/fr/397/le-feu-au-lac/>

<http://www.ge.ch/statistique/actualites/welcome.asp?actu=2945&num=0>

<http://www.tdg.ch/signatures/editorial/Economie-genevoise-en-alerte/story/20540351>

<https://www.bcv.ch/pointsforts/Dans-le-canton/2016/Une-economie-vaudoise-bien-armee-face-aux-defis>

<http://www.24heures.ch/val-de-aoste/La-fin-du-miracle-vaudois/story/26957187>

http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/direct/Comptes%202016%20Pr%C3%A9sentation.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/CE/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/2017/03/627412_Comptes%202016%20Pr%C3%A9sentation_20170330_1329588.pdf

<https://www.letemps.ch/suisse/2017/04/14/un-nouveau-parlement-vaudois-quoi-faire>

<https://www.letemps.ch/suisse/2017/04/13/parlement-genevois-lebullition-constante>

<https://www.domainepublic.ch/articles/24504>

<https://www.domainepublic.ch/articles/27741>

Balades à Lausanne à travers textes d'auteurs et dessins

<http://www.leseditionsnoirsurblanc.fr/lausanne--promenades-litteraires-isabelle-falconnier-9782882504586>

Espresso

<https://www.domainepublic.ch/wp-content/uploads/Screenshot-2017-04-18-at-20.00.40.png>